

Xavier BOUGAREL, *Bosnie, anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, pp. 25-52

Chapitre I – UNE BREVE HISTOIRE DU COMMUNAUTARISME BOSNIAQUE

[p. 25]

L'interprétation du conflit bosniaque a d'emblée suscité des controverses. « Guerre civile » ou « agression » ? Fallait-il invoquer « cinq cent ans de tolérance » ou évoquer plutôt un « pays de haine et de peur » ? La réalité est plus complexe.

De longue date, la délimitation des aires d'influence entre grandes religions monothéistes (entre catholicisme et orthodoxie depuis le XI^e siècle, entre Occident chrétien et Orient musulman depuis le XV^e siècle¹) passe par la Bosnie. Celle-ci est également marquée par d'incessantes migrations, dont l'installation des Slaves du Sud au VII^e siècle², et par plusieurs mouvements de conversion religieuse (christianisation au IX^e siècle, va-et-vient entre catholicisme et orthodoxie à partir du XI^e siècle, hérésie bogomile aux XIII^e et XIV^e siècles, islamisation d'une partie de la population entre le XV^e et le XVIII^e siècle). Carrefour des civilisations, la Bosnie-Herzégovine est donc bien une terre de rencontre, de coexistence et, parfois, de symbiose.

Dans le même temps, elle est le théâtre de multiples confrontations militaires. Au Moyen-Age, les rivalités entre Etats médiévaux sud-slaves (royaumes de Croatie, de Serbie et de Bosnie, duché de Hum) recoupe celles existant entre catholicisme et orthodoxie, et entre puissances régionales (Empire byzantin, Royaume de Hongrie, République de Venise). Entre le XIV^e et le XIX^e siècle, l'intégration des Slaves du sud dans l'Empire ottoman (Bulgarie, Serbie, Monténégro, Bosnie) ou

[p. 26]

dans l'Empire austro-hongrois (Slovénie, Croatie) transpose dans les Balkans la confrontation entre islam et christianisme. La conquête ottomane de la Bosnie (1463) et de l'Herzégovine (1482) coïncide en effet avec la fin de la *reconquista* espagnole en Andalousie (1492). Par la suite, la Bosnie-Herzégovine, située aux frontières septentrionales de l'Empire ottoman, est directement affectée par les guerres opposant celui-ci à l'Empire austro-hongrois, avant d'être occupée par ce dernier de 1878 à 1918. Périphérie des Empires, la Bosnie-Herzégovine est donc aussi une terre où les guerres des autres viennent nourrir et se nourrir des conflits propres à la société bosniaque.

De ce point de vue, les mots de « tolérance » et de « haine », de « coexistence » et de « peur » peuvent également servir à qualifier cette société bosniaque : en son sein, ils se complètent ou se succèdent plus qu'ils ne s'opposent. S'il est, en revanche, un mot qui peut difficilement qualifier la société bosniaque et son histoire, c'est celui de « démocratie ». L'histoire moderne et contemporaine se divise en cinq périodes principales : période ottomane (1463-1878), austro-hongroise (1878-1918), royaume de Yougoslavie (1918-1941), Seconde Guerre mondiale (1941-1945) et Yougoslavie communiste (1945-1990). Or, les ordres

politiques qui se sont succédé en Bosnie-Herzégovine ne sont pas de nature démocratique. Seuls la fin de l'occupation austro-hongroise et le début de la monarchie yougoslave ont connu un semblant de vie parlementaire. Par ailleurs, le concept de démocratie sous-entend généralement celui de citoyenneté. Or, le principe structurant de la société bosniaque n'est pas la citoyenneté, mais l'appartenance communautaire : de 1910 à 1938, puis de nouveau en 1990, toutes les élections tenues en Bosnie-Herzégovine se sont soldées par une large domination des partis nationaux.

Cela ne veut certes pas dire que le communautarisme³ soit, en Bosnie-Herzégovine, immuable ou incontesté, ni que la vague d'aspirations démocratiques et citoyennes caractéristique de l'Europe centrale et orientale des années 1980 ait contourné cette république de l'ex-Yougoslavie. Cela signifie, en revanche, que la crise ouverte en 1992 ne peut être comprise sans tenir compte de cette dimension essentielle de la

[p. 27]

réalité bosniaque, masquée par les uns et défigurée par les autres.

L'EMPIRE OTTOMAN ET LES « MILLETS »

Dans les premiers siècles de la période ottomane, l'islamisation d'une grande partie de la population bosniaque, l'installation d'importantes populations orthodoxes et de populations juives plus réduites donnent à la Bosnie-Herzégovine ses caractéristiques confessionnelles contemporaines. Les statuts sociaux ne coïncident cependant pas encore pleinement avec les appartenances confessionnelles : dans les élites militaires et féodales bosniaques, les chrétiens continuent d'occuper une place importante, alors que les *re'aya* (« sujets », « producteurs ») musulmans et chrétiens partagent un sort semblable. Ces premiers siècles sont d'ailleurs marqués par une grande fluidité des appartenances confessionnelles, et par d'importantes jacqueries opposant des paysans musulmans à des féodaux également musulmans.

A partir du milieu du XVIII^e siècle, la lente sclérose de l'Empire ottoman s'accompagne pourtant d'une rigidification des frontières communautaires. L'organisation des populations chrétiennes et juive en *millets* (communautés religieuses bénéficiant d'une large autonomie interne) attribue à leurs hiérarchies religieuses un rôle social et culturel essentiel, mais n'empêche pas la détérioration de leur statut économique. Cette évolution est particulièrement sensible en Bosnie-Herzégovine, frontière de l'Empire ottoman, où les élites musulmanes locales monopolisent le pouvoir à leur profit, et où les populations chrétiennes sont perçues comme alliées potentielles de l'Empire austro-hongrois.

La société bosniaque apparaît alors structurée par les appartenances communautaires : les *millets* déterminent non seulement un certain nombre de questions d'ordre juridique (régimes fiscaux et juridictions propres à chaque millet), mais correspondent aussi, dans les villes, à certains quartiers (*mahala*) et à certaines corporations (*esnaf*). Dans les campagnes, ils recourent largement des oppositions socio-économiques. En 1910

[p. 28]

encore, plus de trente ans après la fin de la présence ottomane en Bosnie-Herzégovine, 91,1% des propriétaires terriens ayant des *kmet* (« serfs ») à leur service y sont musulmans, 95,4% des *kmet* sont orthodoxes ou catholiques. A la fluidité des appartenances et des rapports confessionnels succède une fermeture croissante des communautés [Voir le troisième chapitre].

Le rapport entre *millets* et modernité politique, symbolisée au XIXe siècle par le nationalisme, est sans doute plus ambigu. L'institutionnalisation tardive des *millets* s'insère dans les efforts de modernisation et de réforme entrepris au XIXe siècle par l'Etat ottoman. Toutefois, alors que les mouvements nationalistes d'Europe orientale placent l'Etat au centre de l'ordre politique, les mobilisations communautaires que connaît la Bosnie-Herzégovine à la même époque cherchent à le tenir à distance : l'insurrection des féodaux musulmans contre les réformes ottomanes (*tanzimat*) en 1831, comme celle des paysans serbes d'Herzégovine contre l'impôt en 1875 s'opposent en fait au renforcement du rôle de l'Etat. La première ne constitue en aucun cas un mouvement nationaliste, la seconde ne le devient qu'après l'intervention du jeune Etat serbe voisin et l'internationalisation de cette première crise bosniaque.

L'IRRUPTION DE LA MODERNITE SOUS L'OCCUPATION AUSTRO-HONGROISE

La constitution, suite à l'occupation austro-hongroise en 1878, d'un appareil d'Etat moderne en Bosnie-Herzégovine représente donc une rupture essentielle. Cette modernisation politique et les débuts de la modernisation économique et culturelle expliquent la lente transformation des identités et des rapports communautaires hérités de la période ottomane.

Dans un premier temps, l'Empire austro-hongrois, soucieux de contrecarrer l'influence des nationalismes serbe et croate, tente de promouvoir une identité bosniaque globalisante, prenant le contrôle des structures religieuses de Bosnie-Herzégovine (nomination par l'Empereur des évêques catholiques et orthodoxes, et d'un *reis-ul-ulema*⁴ pour les musulmans) et interdisant même un temps l'emploi des termes « serbe » et « croate »

[p. 29]

dans l'intitulé des associations culturelles. Cette politique volontariste trouve un soutien auprès d'élites musulmanes modernes naissantes, mais se heurte à l'hostilité des élites orthodoxes (serbes) et catholiques (croates), ainsi qu'à celle des élites musulmanes traditionnelles.

Portés par des élites commerçantes ou administratives en plein essor, les nationalismes serbe et croate progressent rapidement dans les communautés orthodoxe et catholique de Bosnie-Herzégovine. La communauté musulmane, elle, se mobilise autour de ses élites religieuses et terriennes, et autour de la revendication d'autonomie culturelle et religieuse, sorte de *millet* inversé au profit de la population musulmane. L'Empire austro-hongrois est dès lors amené à reprendre, puis à favoriser la structuration communautaire de la vie sociale et politique en Bosnie-Herzégovine.

Sur le plan économique, il favorise les élites catholiques (locales ou venues du reste de l'Empire) dans l'administration et préserve les privilèges agraires des élites musulmanes en échange de leur loyalisme. Sur le plan politique, il accorde une autonomie culturelle et religieuse aux communautés serbe (1903) et musulmane (1909), comprenant dans ce dernier cas une désignation du *reis-ul-ulema* par la communauté musulmane elle-même (et sa confirmation par le *cheikh-ul-islam*⁵ d'Istanbul), une administration autonome des *waqf* (fondations religieuses) et le maintien des tribunaux islamiques pour les questions de statut personnel (mariages, héritages, etc.). Un an plus tard, une Constitution provinciale institue un Parlement bosniaque, élu au suffrage censitaire et constitué de « curies » distinctes (37 députés orthodoxes, 29 musulmans, 23 catholiques et un juif). En Bosnie-Herzégovine, l'introduction du parlementarisme va de pair avec l'institutionnalisation du communautarisme.

Pendant la période austro-hongroise, la vie économique, sociale, culturelle et même sportive reste ainsi structurée sur un mode communautaire. Il en va de même pour la vie politique. Les partis nationaux, *Muslimanska narodna organizacija* (Organisation populaire musulmane – MNO), *Srpska narodna organizacija* (Organisation populaire serbe – SNO) et

[p. 30 et 31 : cartes ; p. 32]

Hrvatsko narodno društvo (Société populaire croate – HND), apparus entre 1905 et 1910, remportent les premières élections parlementaires. Cette période voit donc les débuts d'une vie politique bosniaque caractérisée par les coalitions d'intérêt entre élites politiques des différentes communautés (coalition serbo-musulmane sur la question de l'autonomie culturelle et religieuse jusqu'en 1909, coalition croato-musulmane sur la question de la réforme agraire à partir de 1911), le rôle intermédiaire et pendulaire de la communauté musulmane dans la rivalité serbo-croate naissante, l'appel tactique des communautés à l'Etat et l'instrumentalisation des conflits communautaires par ce même Etat.

LE ROYAUME DES SERBES, DES CROATES ET DES SLOVÈNES

La Première Guerre mondiale, déclenchée le 28 juin 1914 par l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand à Sarajevo, bouleverse les équilibres géopolitiques des Balkans et ébranle une première fois les rapports entre communautés en Bosnie-Herzégovine (violences contre les populations serbes en 1914, contre les populations musulmanes en 1918). Pourtant, si l'intégration en 1918 de la Bosnie-Herzégovine dans le royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes – rebaptisé royaume de Yougoslavie en 1929 – modifie radicalement les équilibres économiques et politiques entre communautés (réforme agraire et prise de contrôle de l'appareil d'Etat par les Serbes), elle ne remet pas immédiatement en cause le communautarisme hérité de la période austro-hongroise.

Lors des élections de 1920 pour l'Assemblée constituante, le vote de la population bosniaque – et yougoslave en général – reste communautaire. Sur 63 députés élus en Bosnie-Herzégovine, seuls les quatre députés communistes peuvent être considérés comme n'appartenant pas à un parti explicitement ou implicitement communautaire. Alors que les communautés serbe et croate sont représentées par plusieurs partis, correspondant à différents courants de leurs nationalismes respectifs, la communauté musulmane est représentée par la seule *Jugoslovenska muslimanska organizacija* (Organisation musulmane

[p. 33]

yougoslave – JMO). Les députés de la JMO, souvent issus de la MNO, reproduisent les stratégies politiques élaborées dans la période austro-hongroise. En mars 1921, ils acceptent de voter une Constitution centralisatrice et de participer au gouvernement, en échange de garanties sur le maintien de la Bosnie-Herzégovine comme entité territoriale spécifique, le statut d'autonomie religieuse de 1909 et l'indemnisation des propriétaires terriens, avant de rejoindre l'opposition menée par le *Hrvatska seljačka stranka* (Parti paysan croate – HSS) en février 1922.

A moyen terme pourtant, les évolutions économiques, culturelles et surtout politiques du royaume de Yougoslavie conduisent à une grave crise du communautarisme en Bosnie-Herzégovine. Les populations serbe et croate de Bosnie-Herzégovine s'identifient de plus en plus à la Serbie et à la Croatie, alors même que le conflit serbo-croate sur les institutions du Royaume s'envenime rapidement. Dans le même temps, le déclin des élites musulmanes traditionnelles nourrit une profonde crise d'identité de la communauté musulmane. Exposée aux avances et aux pressions croisées des nationalismes serbe et croate, celle-ci se réfugie dans l'« indétermination » nationale et un attachement tactique au Royaume de Yougoslavie.

Au fur et à mesure que le conflit serbo-croate se durcit, la marge de manoeuvre politique de la JMO se rétrécit. En 1929, la Bosnie-Herzégovine est partagée entre quatre régions administratives, l'autonomie des structures religieuses islamiques est supprimée. En 1935, la JMO accepte, en échange du rétablissement de cette autonomie, de rentrer au gouvernement. Trois ans plus tard, elle participe à une coalition électorale menée par le Parti radical serbe au pouvoir. Pour la première fois, les candidats de la JMO ne recueillent pas la majorité des suffrages musulmans, alors que groupuscules communistes et panislamistes se multiplient dans la jeunesse musulmane scolarisée.

[p. 34]

GUERRE MONDIALE ET GUERRE CIVILE

Lorsque, en août 1939, le Premier ministre serbe Dragiša Cvetković et le dirigeant du HSS Vladko Maček s'accordent sur un partage territorial de la Bosnie-Herzégovine entre la Serbie et un grand *banovina* de Croatie, cette crise d'identité et de représentation de la communauté musulmane atteint son paroxysme. Un mouvement pour l'autonomie de la Bosnie-Herzégovine est constitué par des responsables de la JMO et des structures religieuses islamiques, mais il se disloque après l'attaque des troupes allemandes et l'effondrement du royaume de Yougoslavie le 6 avril 1941.

Dès le 10 avril est proclamé un Etat indépendant de Croatie (*Nezavisna država Hrvatska – NDH*), allié aux puissances de l'Axe et présidé par Ante Pavelić, fondateur dans les années 1920 du mouvement *oustachi*, incarnant un nationalisme croate extrême et fascisant. Cet Etat indépendant croate

[p. 35]

absorbe alors la Bosnie-Herzégovine en son sein, proclame les populations musulmanes « Croates de confession islamique » et conduit une politique de génocide à l'encontre de ses populations serbe, juive et tzigane (adoption de lois sur la « protection du sang aryen et de l'honneur de la nation croate », conversion forcée des populations serbes au catholicisme, attaque et massacre des villages serbes, ouverture de camps de concentration⁶).

En Bosnie-Herzégovine, comme dans le reste de l'espace yougoslave, commence alors un conflit d'une rare intensité, où la résistance aux troupes d'occupation et aux régimes collaborationnistes (Etat indépendant croate d'Ante Pavelić, régime du général Nedić en Serbie) se double d'une guerre civile aux dimensions à la fois communautaires et idéologiques. Les deux principaux mouvements de résistance sont le mouvement *tchetnik*, conduit par l'ancien officier yougoslave Draža Mihailović et fidèle au roi Pierre réfugié à Londres, et le mouvement des

[p. 36]

partisans, animé par le Parti communiste yougoslave sous la direction de Josip Broz, dit Tito⁷.

D'abord concentrés au Monténégro, en Serbie et à l'est de la Bosnie-Herzégovine, *tchetniks* et partisans s'affrontent rapidement. Le mouvement tchetnik cherche alors un *modus vivendi* avec les autorités d'occupation allemandes et surtout italiennes pour se consacrer à la lutte contre les partisans, qu'il expulse de Serbie et du Monténégro en 1942. Dans le même temps, il commet plusieurs massacres de populations musulmanes (Sandžak, Bosnie et Herzégovine orientales), certains de ses dirigeants envisageant de « nettoyer » systématiquement la Grande Serbie à venir de ses populations non-serbes⁸.

LES PARTISANS, HABILES RECONSTRUCTEURS DE LA SOCIÉTÉ BOSNIAQUE

En Bosnie-Herzégovine, la guerre civile prend donc un caractère particulièrement sanglant et fratricide. Après avoir dans un premier temps nourri les projets nationalistes extrémistes des *oustachis* et des *tchetniks*, elle provoque finalement la désagrégation interne de chaque communauté. Ainsi, les populations musulmanes, désorientées, se trouvent enrôlées dans les formations *oustachies* ou *tchetniks*, ou le plus souvent organisées dans des milices locales sans idéologie ni stratégie précises. Face au génocide oustachi, les populations serbes peuvent de moins en moins compter sur un mouvement *tchetnik* dérivant vers la collaboration et le brigandage. Quant aux populations croates, elles se désolidarisent progressivement d'un régime *oustachi* à l'avenir incertain.

C'est alors que les partisans, expulsés de Serbie et du Monténégro, mettent à profit cette crise profonde de la société bosniaque pour la recomposer sous leur contrôle. S'appuyant d'abord sur des populations serbes auxquelles ils fournissent une sécurité physique et un encadrement militaire et politique, ils parviennent progressivement, par des « micropratiques » politiques et militaires, à rétablir les rapports communautaires traditionnels de la société bosniaque et à rallier une grande partie des populations musulmanes puis croates. La Bosnie-Herzégovine

[p. 37]

devient alors un bastion du mouvement des partisans, et c'est à Jajce que, le 29 novembre 1943, le Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie (*Antifašističko vijeće narodnog oslobođenja Jugoslavije* – AVNOJ) annonce la création d'une nouvelle Yougoslavie.

Si les partisans parviennent à s'assurer le soutien de la population bosniaque, ce n'est donc pas uniquement en assurant sa sécurité physique, ni en vertu d'un antifascisme et d'un yougoslavisme abstraits. Pour ce faire, ils mobilisent à leur profit les revendications agraires des populations rurales, et se coulent dans les structures communautaires traditionnelles de la société bosniaque. Dans leurs proclamations, ils s'adressent invariablement aux « Serbes, Musulmans et Croates », et l'incorporation massive de combattants musulmans à partir de 1943 va de pair avec la constitution de « brigades musulmanes » spécifiques, et au sein desquelles les préceptes – en particulier alimentaires – de la religion musulmane sont respectés.

LA YUGOSLAVIE DE TITO, RUPTURES ET CONTINUITÉS

Dès la création de la République populaire fédérative de Yougoslavie (rebaptisée « République socialiste fédérative de Yougoslavie » en 1963), le rapport des communistes yougoslaves au communautarisme est donc pour le moins ambigu. Le Parti communiste yougoslave s'attaque aux structures religieuses et communautaires traditionnelles (ainsi, l'association culturelle musulmane « *Preporod* » – « Renaissance » – et les tribunaux islamiques sont dissous en 1946, les *madrasas* – écoles religieuses – fermées en 1947), moins pour mettre fin à la structuration communautaire elle-même que pour la placer sous son contrôle exclusif. La reconnaissance des nations macédonienne et monténégrine dès 1945, puis de la nation musulmane en 1968, illustre bien ce phénomène. Surtout, par le renouvellement radical des élites économiques et politiques qu'il suscite, le Parti communiste yougoslave s'inscrit dans la continuité des mécanismes constitutifs du communautarisme.

Dans l'ensemble de l'espace yougoslave, et en Bosnie-Herzégovine en particulier, les rapports communautaires se sont toujours

[p. 38]

articulés autour de deux enjeux essentiels : le contrôle de l'appareil d'Etat et celui de la terre. Ces deux enjeux, à leur tour, sont étroitement liés à la question des rapports entre ville et campagne, la ville tendant à dominer économiquement la campagne, et les élites issues de la communauté dominante cherchant donc à s'assurer le contrôle de la ville. Or, depuis 1878 au moins, chaque guerre s'accompagne en Bosnie-Herzégovine d'une modification brutale des rapports de force entre communautés (prise de contrôle de l'appareil d'Etat et redistribution des terres) et de l'éviction des anciennes élites urbaines par de nouvelles élites issues des campagnes. D'où des modifications rapides et erratiques dans la composition ethnique des villes bosniaques, et de Sarajevo en particulier⁹.

De ce point de vue, l'accession du Parti communiste yougoslave au pouvoir en 1945 s'inscrit dans une continuité presque parfaite. Non seulement les terres confisquées en Slavonie et en Voïvodine sont redistribuées à des partisans venus de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro, mais les élites économiques et politiques sont profondément renouvelées.

Certes, en Bosnie-Herzégovine comme dans toute la Yougoslavie, la communauté serbe reste dans un premier temps surreprésentée dans ces nouvelles élites. Mais les élites serbes de la première Yougoslavie se recrutaient surtout dans la Serbie étroite, et étaient rapidement rentrées en conflit avec les populations rurales serbes de Bosnie-Herzégovine et de Croatie. Celles de la Yougoslavie communiste, au contraire, sont issues de ces populations serbes périphériques, et évincent les anciennes élites serbes, de Sarajevo jusqu'à Belgrade.

La véritable spécificité de la Yougoslavie communiste est représentée par un projet de modernisation censé conduire à terme à la disparition des particularismes nationaux. Mais la profonde modernisation engagée par le Parti communiste yougoslave, loin de conduire à une fusion révolutionnaire des peuples yougoslaves, conduit en fait à un renforcement des identités nationales (voire à leur cristallisation dans les cas macédonien, monténégrin et surtout musulman) puis à une résurgence des pratiques communautaristes et des idéologies nationalistes.

[p.39]

COMMUNISME ET COMMUNAUTARISME

Comme l'ont noté de nombreux observateurs de la Yougoslavie communiste, celle-ci passe progressivement d'un système fédéral, relativement centralisé, à un système confédéral où l'essentiel du pouvoir revient aux républiques et provinces autonomes constitutives, et aux ligues des communistes qui leur correspondent. Ce basculement est particulièrement sensible dans la période comprise entre 1966 (chute d'Aleksandar Ranković, chef des services secrets yougoslaves et partisan d'un Etat centralisé) et 1974 (adoption d'une nouvelle Constitution décentralisatrice)¹⁰.

Le « printemps croate » de 1971, marqué par l'affrontement entre la Ligue des communistes croate d'une part, les autres ligues des communistes et l'armée yougoslave d'autre part, montre comment, dans le même temps, la politique des nationalités devient pour des élites politiques républicaines rivales un lieu et un vecteur privilégiés d'affrontement et de relégitimation auprès de leurs communautés nationales respectives.

Les explications de cette décentralisation du système institutionnel et politique yougoslave, et de cette résurgence du communautarisme en son sein, sont multiples et souvent complémentaires. Tout d'abord, l'industrialisation et l'urbanisation rapides de la Yougoslavie après 1945 se sont accompagnées de déséquilibres de deux sortes. Le premier, entre régions développées du Nord (Slovénie et Croatie essentiellement) et régions sous-développées du Sud, a aggravé les conflits entre des républiques et provinces autonomes aux intérêts économiques divergents. L'autre, entre communes urbaines insérées dans le développement économique et communes rurales marginalisées, a réalimenté les éternelles frustrations du monde paysan.

De plus, les catégories de population nées de la modernisation (nouvelles élites économiques et scientifiques, population urbaine scolarisée), porteuses de nouvelles aspirations politiques et culturelles, ont elles-mêmes contesté la légitimité d'une idéologie et d'élites politiques héritées du mouvement des partisans. Cette confrontation entre nouvelles élites

[p. 40]

économiques et scientifiques et anciennes élites politiques et militaires a recoupé et réactivé d'anciennes rivalités entre communautés nationales, comme l'a illustré, là encore, le « printemps croate » de 1971 puis la crise de la Ligue des communistes de Yougoslavie entre 1986 et 1989.

En Bosnie-Herzégovine, la décentralisation et la résurgence du communautarisme prennent des formes particulières. Les années 1960 y sont marquées par un rééquilibrage au détriment de la communauté serbe jusqu'alors dominante, et au profit de la communauté musulmane, reconnue comme nation constitutive de la Bosnie-Herzégovine puis de la Yougoslavie¹¹. Surtout, alors que les autres républiques et provinces autonomes correspondent chacune à une communauté nationale spécifique, la Bosnie-Herzégovine est la seule république yougoslave à avoir trois communautés nationales constitutives (Musulmans, Serbes et Croates). Cette spécificité explique tant le rôle fondamental mais souterrain des rivalités

[p. 41]

communautaires dans la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine que celui joué par les institutions nationales extérieures à la Bosnie-Herzégovine (Académie des sciences serbe et association culturelle croate *Matica Hrvatska*) ou par les institutions religieuses (*Islamska zajednica* – Communauté islamique – en premier lieu), en l'absence d'institutions communautaires spécifiques dans cette république.

« SE DIVISER POUR REGNER »

En 1980 meurt le Maréchal Tito, président de la Yougoslavie depuis 1945 et arbitre incontesté du système politique yougoslave. L'aggravation de la crise économique et l'épuisement de l'idéologie communiste suscitent une montée des revendications et des idéologies nationalistes, comme en témoignent dès 1981 les manifestations albanaises au Kosovo¹².

Cette montée des nationalismes s'explique par un phénomène

[p. 42]

de « conversion nationaliste » de frustrations d'ordre économique ou politique¹³. Ainsi, les manifestants albanais revendiquent-ils une république du Kosovo comme solution au sous-développement économique de la province. Quelques années plus tard, les manifestants serbes du Kosovo expliquent par d'hypothétiques « pressions albanaises » une émigration de nature essentiellement économique. Cette « conversion nationaliste », encouragée par des élites politiques rivales, ne peut toutefois être réduite à une simple manipulation de leur part. Elle repose sur les pratiques et les représentations communautaires des populations elles-mêmes, et ne peut donc être comprise sans prendre en compte le rapport ambigu à l'Etat de populations marquées par l'Empire ottoman, le système communiste et, plus spécifiquement, une Yougoslavie fédérale et autogestionnaire dans laquelle l'Etat était à la fois partout et nulle part.

Au fur et à mesure que la crise yougoslave s'aggrave, ce phénomène de « conversion nationaliste » s'étend à l'ensemble des communautés nationales et des républiques. Les années 1980 sont partout marquées par une revalorisation des identités nationales et surtout confessionnelles, et par un rapprochement entre tout ou partie des élites politiques communistes et les élites religieuses ou oppositionnelles. L'ascension politique de Slobodan Milošević en Serbie à partir de 1986, et le rôle joué par l'Eglise orthodoxe et l'Académie des sciences serbe dans le réveil du nationalisme serbe font dans ce contexte figures de paradigme plutôt que d'exception¹⁴.

Les différences entre républiques sont toutefois considérables. Ainsi, les ligues des communistes de Serbie et du Monténégro évoluent sous la direction de S. Milošević vers un nationalisme agressif et autoritaire, les ligues des communistes de Slovénie et de Macédoine vers un nationalisme modéré et réformateur. Celles de Croatie et Bosnie-Herzégovine, attachées au dogme titiste de « fraternité et unité », seront balayées par des partis nationalistes et anticommunistes lors des élections libres de 1990. Ces différences expliquent également pourquoi le XIV^e congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, tenu en janvier 1990 sur fond d'effondrement du communisme en Europe de l'est, est marqué par une confrontation ouverte des

[p. 43]

délégations serbe et slovène, l'abandon à contrecœur du monopartisme et l'éclatement de la Ligue fédérale, prélude à celui de la fédération yougoslave elle-même. Dans l'ensemble de la Yougoslavie, la logique titiste du « diviser pour régner » fait place à la logique nationaliste du « se diviser pour régner ».

L'ETAU DES NATIONALISMES

Dés la fin des années 1980, la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine était, du fait de sa composition pluriethnique, la plus stricte dans la réaffirmation du dogme titiste d'« unité et fraternité », mais aussi la plus affectée par les clientélismes, les rivalités et les règlements de compte à base communautaire. L'éclatement en août 1987 de l'affaire *Agrokomerc* révèle le degré de corruption et de décomposition interne alors atteint par cette ligue. Scandale financier à l'origine, l'affaire prend rapidement une dimension politique et se solde par la chute du principal dirigeant communiste musulman Hamdija Pozderac, protecteur de Fikret Abdić, directeur de l'entreprise d'agro-alimentaire *Agrokomerc* et « notable rouge » important en Cazinska Krajina (région de Bihać).

Dans les années suivantes, scandales, divergences politiques et conflits nationaux se multiplient et se recoupent au sein de la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine. Son dernier congrès, tenu en décembre 1989 et destiné à préparer le XIV^e congrès de la Ligue des communistes de Yougoslavie, voit l'affrontement d'organisations locales de compositions nationales différentes, la victoire du courant conservateur mené par le président musulman du Comité central Nijaz Duraković et l'adoption de résolutions mitigées et obsolètes (réaffirmation du dogme titiste, rejet des projets serbe et slovène de réforme constitutionnelle, refus du pluripartisme). En mai 1990 encore, la Ligue des communistes de Bosnie-Herzégovine participe à une vaine tentative de reprise du XIV^e congrès, et ne se transforme en

Stranka demokratske promene (Parti du changement démocratique – SDP) qu'en septembre 1990.

La légalisation tardive du pluripartisme en Bosnie-Herzégovine se double dans un premier temps de l'interdiction de toute

[p. 44]

« association fondée sur l'appartenance nationale ou religieuse, sauf dans le cadre de la loi régissant le statut juridique des communautés religieuses »¹⁵. Destinée à préserver la Bosnie-Herzégovine de la montée des nationalismes, cette disposition à plus vraisemblablement contribué à y renforcer le caractère importé et confessionnel de la mobilisation nationaliste.

Ainsi, en 1989, les premiers rassemblements de masse serbes, suscités par la crise du Kosovo ou le conflit entre la Serbie et la Slovénie, sont l'écho direct de la « révolution antibureaucratique » serbe. De même, les premiers rassemblements de masse croates au printemps 1990 sont liés à la création et à la campagne électorale du *Hrvatska demokratska zajednica* (Communauté démocratique croate – HDZ) en Croatie. Le *Srpska demokratska stranka* (Parti Démocratique Serbe – SDS) présidé par Radovan Karadžić et le HDZ de Bosnie-Herzégovine présidé par Stjepan Kljujić, créés respectivement le 12 juillet et le 18 août 1990, le sont tous deux sur le modèle de leurs homonymes en Croatie.

De même, en août 1989, c'est l'Eglise orthodoxe serbe de Bosnie-Herzégovine qui organise, parfois avec la participation des organisations communistes locales, plusieurs manifestations commémoratives de la bataille de Kosovo (1389)¹⁶. Plus généralement, les inaugurations d'églises ou de mosquées deviennent l'occasion de manifestations à caractère nationaliste, et le président du Comité central N. Duraković dénonce même une vague d'« euphorie nationalo-religieuse ». Il déclare : « Comme jamais dans l'histoire de l'après-guerre s'accomplissent une politisation et un endoctrinement massifs sur une base religieuse, les passions sont rallumées, les divisions, les décomptes, les méfiances et les soupçons attisés »¹⁷.

LES ORIGINES RELIGIEUSES DU S.D.A.

Ce rôle central des structures religieuses dans la mobilisation nationaliste est flagrant dans le cas de la communauté musulmane. C'est dans le cadre de l'*Islamska zajednica*, en effet, que se reconstitue au cours des années 1970 un courant d'inspiration islamiste, dont la figure principale est déjà Alija

[p. 45]

Izetbegović¹⁸. Quand, en 1989, la fin du système communiste provoque au sein de l'*Islamska zajednica* une vague de contestation communément appelée « mouvement des imams », ce courant en profite pour sortir de sa marginalité et pour s'emparer en juillet 1989 de l'organe de l'*Islamska zajednica*, « *Preporod* » (« Renaissance »).

Quelques mois plus tard, le 27 mars 1990, les représentants de ce même courant, associés aux responsables de l'*Islamska zajednica* de Zagreb, annoncent la création du *Stranka demokratske akcije* (Parti de l'action démocratique – SDA) comme « alliance politique des

citoyens de Yougoslavie appartenant à la sphère historico-culturelle musulmane »¹⁹. Considéré au départ comme marginal, le SDA parvient en quelques mois à regrouper l'ensemble des acteurs et des courants du nationalisme musulman, et organise à son tour d'importants rassemblements de masse.

L'évolution interne que connaît alors le SDA peut être illustrée par le cas de la Cazinska Krajina (région de Bihać), région rurale et très majoritairement musulmane. Le SDA y est créé par un petit groupe de Musulmans diplômés et actifs dans l'*Islamska zajednica*. Mais ce parti ne parvient à rassembler les masses musulmanes autour de lui qu'après le ralliement de F. Abdić, redevenu entre temps directeur d'*Agrokomerc* et de ses 15 000 salariés. Ce ralliement lui-même est annoncé en septembre 1990 lors d'un rassemblement de 200 000 personnes, au cours duquel la tribune est surmontée de l'effigie de Mujo Hrnjica, héros épique de l'époque ottomane, les orateurs protégés du soleil par des parasols portant la marque *Agrokomerc*, et la foule munie d'une multitude de drapeaux verts frappés du croissant et de l'étoile.

Ainsi, au cours de son développement, le SDA, parti initialement constitué sur des bases idéologiques fortes, devient progressivement un mouvement « attrape-tout » s'appuyant sur les réseaux clientélistes de notables locaux, religieux ou laïques. Cela n'empêche pas son noyau fondateur d'en garder le contrôle, à travers la Commission des cadres dirigée par Omer Behmen. En septembre 1990, les représentants du courant nationaliste bosniaque (laïque), Adil Zulfikarpašić et Muhamed Filipović,

[p. 46]

dénoncent le fait que « le parti soit dirigé par onze personnes d'orientation conservatrice et généralement religieuse, qu'il soit conduit par un conseil fermé et privatisé, tenu par des liens familiaux »²⁰. Peu de temps après, ces représentants du courant nationaliste bosniaque sont exclus du SDA lors d'une assemblée extraordinaire du SDA (par 272 voix contre 11), et créent la *Muslimanska bošnjačka organizacija* (Organisation musulmane bosniaque – MBO).

VICTOIRE ELECTORALE DES PARTIS NATIONALISTES

Au soir du 18 novembre 1990, il apparaît que les partis nationalistes ont largement remporté les premières élections libres en Bosnie-Herzégovine. Aux élections pour la Chambre des citoyens, le SDA recueille 30,4 % des suffrages exprimés, le SDS 25,2 %, le HDZ 15,5 % et les partis « citoyens » (non-nationalistes) 28,9 %. Les partis nationalistes s'assurent une domination sans partage de la Présidence collective (SDA : A. Izetbegović, F. Abdić et Ejub Ganić ; SDS : Biljana Plavšić, Nikola Koljević ; HDZ : S. Kljujić, Franjo Boraš), du Parlement (SDA : 86 députés ; SDS : 70 ; HDZ : 45 ; partis « citoyens » : 37) et de la plupart des conseils municipaux²¹.

L'étude des résultats électoraux révèle un vote particulièrement homogène en faveur des partis nationalistes dans les communes et les régions économiquement sous-développées et ethniquement homogènes, dans la population rurale ou néo-urbaine, dans les catégories socio-professionnelles inférieures et peu scolarisées. Le vote nationaliste en Bosnie-Herzégovine apparaît donc partager de nombreuses caractéristiques avec les votes nationalistes en Serbie, en Croatie et au-delà, et coïncider avec des milieux sociaux fortement religieux et encore structurés sur un mode communautaire. Le vote « citoyen », quant à lui, apparaît représentatif

des élites intellectuelles urbaines et de la classe ouvrière, catégories de population produites par le développement économique de l'après-guerre, insérées dans la modernité économique et culturelle et porteuses, dans les années 1980, de revendications démocratiques ou syndicales transcendant les frontières communautaires.

[p. 47]

Reflet des permanences et des transformations de la Yougoslavie communiste, ce vote communautaire prend également racine dans certaines de ses pratiques politiques. Pendant plus de quatre décennies en effet, en l'absence de pluralisme politique, la seule occasion pour les habitants de la Yougoslavie d'exprimer un choix libre et individuel était... le recensement de population. Lors de ces recensements réguliers, chaque individu déclarait – ou ne déclarait pas – la nationalité de son choix à partir d'une nomenclature établie par les autorités yougoslaves. Cette pratique permettait de compenser l'absence de choix politique par la possibilité d'un choix national. Elle alimentait aussi les rivalités et les clientélismes d'élites politiques concurrentes, les résultats du recensement par nationalité servant de base à la répartition des postes de responsabilité selon le principe de *nacionalni ključ* (« clef nationale »²²).

Par ailleurs, à partir des années 1960, un choix limité a pu être exercé lors des élections municipales ou législatives, même si « l'introduction du choix électoral [...] était plutôt une affaire de manipulation : non seulement l'idée de partis concurrents, ou même de partis socialistes concurrents, était exclue, mais les caractéristiques socio-professionnelles et surtout ethniques des candidats étaient l'objet d'une attention minutieuse »²³. Les rares expériences de candidatures multiples opposant des candidats de nationalités différentes s'étant soldées par un vote communautaire, la Ligue des communistes décida de n'opposer que des candidats de même nationalité. Le respect de la « clef nationale » était dès lors assuré par une répartition préalable des mandats électoraux. Cette procédure, s'il elle évitait toute sous-représentation ou toute confrontation ouverte des différentes communautés, a sans doute contribué à renforcer chez les électeurs yougoslaves le sentiment qu'ils n'étaient représentés politiquement que dans la mesure où ils l'étaient ethniquement.

[p. 48]

COALITION D'INTERETS ET « PARTAGE DU GATEAU »

Enfin, la victoire électorale des partis nationalistes s'explique par leur alliance électorale. Opposés au pouvoir communiste en place, les trois partis nationalistes sont apparus, par leur anticommunisme et leur défense de l'économie de marché, programmatiquement proches, représentant en partie au moins des élites politiques alternatives, face aux partis « citoyens » issus de la Ligue des communistes et de ses organisations de masse.

Plus concrètement, le système électoral adopté, et en particulier le mode de désignation de la Présidence collégiale, les contraint à une coalition électorale de fait. Si, en effet, les sept sièges de la Présidence sont répartis entre les différentes communautés nationales (deux Musulmans, deux Serbes, deux Croates et un représentant des autres nationalités), un Musulman, par exemple, ne pouvant être candidat que pour les sièges attribués à la communauté musulmane, les électeurs peuvent, quelle que soit leur nationalité, participer à la

désignation des sept membres de la Présidence. Le pouvoir communiste escomptait dès lors que les voix serbes et croates empêcheraient l'élection d'un candidat nationaliste musulman, les voix musulmanes et croates l'élection d'un candidat nationaliste serbe, etc.

Face à ce verrou institutionnel, les partis nationalistes appellent leurs électeurs à voter pour l'ensemble des candidats nationalistes. Il n'est donc pas étonnant de voir A. Izetbegović déclarer lors de l'assemblée constitutive du SDS que « nous vous attendions plus tôt, car vous êtes nécessaires à cette Bosnie »²⁴, et affirmer peu avant les élections qu'« il serait très bon que se constitue en Bosnie-Herzégovine une coalition SDA-SDS-HDZ, et donc une coalition musulmano-serbo-croate »²⁵. Les dirigeants des trois partis nationalistes multiplient, à cette époque, accolades et visites de courtoisie, alors même que les rassemblements qu'ils organisent donnent lieu à des échauffourées entre leurs partisans respectifs, à Foča en particulier, commune où l'aggravation des tensions interethniques entraîne la proclamation de l'état d'urgence en septembre 1990.

Cette situation, perçue à l'époque comme tragi-comique, est loin d'être aussi paradoxale qu'il n'y paraît. Pour mobiliser en

[p. 49]

leur faveur leurs communautés respectives, les dirigeants des partis nationalistes ont intérêt tout à la fois à faire monter les tensions interethniques et à se présenter comme les seuls capables de les contenir, la mobilisation des autres communautés venant alors justifier celle de sa propre communauté [voir le troisième chapitre].

Au lendemain du 18 novembre 1990, la coalition électorale de fait des trois partis nationalistes se transforme en coalition gouvernementale. Le poste de Président de la Présidence collégiale est attribué à A. Izetbegović (SDA), ceux de premier ministre et de Président du parlement à Jure Pelivan (HDZ) et Momčilo Krajišnik (SDS). Du gouvernement à la plupart des municipalités en passant par les ministères et les administrations, l'ensemble de l'appareil d'Etat bosniaque est partagé selon le même principe, caricature de la « clef nationale » titiste. Le démantèlement brutal de la Bosnie-Herzégovine commence.

LA FIN DE LA FEDERATION YUGOSLAVE

Ce partage du pouvoir et des ressources provoque bientôt, en particulier au niveau municipal, de multiples conflits pour le contrôle des entreprises, des banques, des commissariats, des écoles. Il conduit à une paralysie progressive des institutions et des services publics, à un véritable démantèlement de l'appareil d'Etat, et s'accompagne d'une criminalisation croissante de la vie économique et politique (népotisme, corruption, privatisations sauvages, etc.). En juin 1991, le ministre de l'Intérieur Alija Delimustafić (SDA) raconte : « Le ministère de l'Intérieur est bloqué par les trois partis au pouvoir, ou plutôt par leurs leaders, car ils ont introduit dans cet organe leurs hommes, proches et incompetents, qui ont payé leur 'intronisation' en aidant financièrement ces partis. [...] Quand nous arrêtons quelqu'un, Izetbegović, ou bien Karadžić, ou bien Kljujić nous appelle et dit : ne faites pas ça, c'est un bon Serbe, Musulman ou Croate, il a donné 10 000 Deutsche Mark au parti», puis conclut : « Avec un tel partage partisan du ministère de l'Intérieur, nous avons une police à la libanaise »²⁶.

Cette « libanisation » de la Bosnie-Herzégovine débouche finalement

[p.50]

sur son morcellement territorial. Au niveau municipal, les conflits de pouvoir se soldent souvent par l'éclatement des conseils municipaux, la constitution de municipalités monoethniques autoproclamées ou le rattachement de certains villages ou quartiers à la municipalité voisine. Au niveau républicain, la crise de la fédération yougoslave, puis son éclatement définitif en juin 1991, avec les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, exacerbent les divergences entre partis nationalistes. Dès cette époque, le SDS brandit la menace d'une territorialisation violente de la Bosnie-Herzégovine en cas d'indépendance de cette république. David Balaban, ministre SDS, déclare ainsi en mai 1991 : « Au cas où la Bosnie-Herzégovine se constituerait en Etat indépendant et souverain, la nation serbe ne sera pas une minorité nationale dans cet Etat. Dans ce cas, les communes [serbes] associées se sépareront pour constituer une province autonome, indépendante, avec tous les attributs d'un Etat. [...] En vingt-quatre heures sera constituée dans chaque commune serbe une unité militaire au moins, car les Serbes ne se laisseront pas surprendre comme en 1941 »²⁷.

NOTES

¹ A partir du XVI^e siècle s'installe également en Bosnie une importante communauté juive, expulsée d'Espagne et accueillie par l'Empire ottoman. Cette communauté disparaît presque entièrement entre 1941 et 1945.

² Le terme « Slaves du sud » désigne tous les Slaves de la péninsule balkanique, Bulgares compris. Il est à distinguer du terme « Yougoslaves » (en serbo-croate, « *jug* » signifie « sud ») qui désigne, au sens large, les Slaves de l'espace yougoslave, et au sens étroit, les individus se considérant de nationalité yougoslave, et non serbe, croate, slovène, monténégrine, macédonienne ou musulmane (bosniaque).

³ Le communautarisme est entendu ici comme un ordre politique et idéologique distinguant au sein de la population d'un même espace politique plusieurs communautés distinctes, définies en termes ethniques, et inscrivant cette distinction communautaire dans les institutions politiques. Il est différent du nationalisme, qui cherche à faire coïncider communauté ethnique et communauté politique, et à les identifier à un espace politique propre : le territoire national.

⁴ Le terme *reis-ul-ulema* signifie « chef des ulemas », le terme *ulema* désignant en arabe les « savants », théologiens et juristes, ayant étudié l'islam dans des écoles religieuses et exerçant une fonction religieuse.

[p. 51]

⁵ Le *cheikh-ul-islam* (« chef de l'islam ») constitue la plus haute autorité religieuse dans l'Empire ottoman.

⁶ Le nombre exact de Serbes, de Juifs et de Tsiganes morts dans les camps de concentration croates, et en particulier dans celui tristement célèbre de Jasenovac, reste l'objet de polémiques entre historiens serbes et croates. Voir notamment Dušan BATAKOVIĆ, « Le génocide dans l'Etat indépendant croate 1941-1945 », *Hérodote*, n° 67, 4^e trimestre 1992 ; Ljubo BOBAN, « Notes and Comments : Jasenovac and the Manipulation of History », *East European Politics and Societies*, vol. IV, n° 3, automne 1990 ; Robert HAYDEN, « Balancing Discussions of Jasenovac and the Manipulation of History », *East European Politics and Societies*, vol. VI, n° 2, printemps 1992.

⁷ Sur le mouvement *tchetnik* et celui des partisans, voir Walter ROBERTS, *Tito, Mihailovic and the Allies 1941-1945*, Durham, University of New Brunswick, 1973 et Jozo TOMASEVICH, *The Chetniks : War and Revolution in Yugoslavia 1941-1945*, Stanford, Stanford University Press, 1975.

⁸ Voir Vladimir DEDIJER / Antun MILETIĆ, *Genocid nad Muslimanima*, Sarajevo, Svjetlost, 1990.

⁹ Ainsi, Sarajevo compte, en 1885, 60,1% de musulmans, 16,9% d'orthodoxes, 12,7% de catholiques et 10,0% de juifs. En 1910, elle compte 35,6% de musulmans, 34,5% de catholiques, 16,3% d'orthodoxes et 12,3% de juifs.

En 1948, elle compte 36,0 % de Serbes, 34,6 % de Musulmans et 23,3 % de Croates. En 1991 enfin, elle compte 41,5 % de Musulmans, 27,0 % de Serbes, 8,9% de Croates et 18,7 % de Yougoslaves.

¹⁰ Voir Joseph KRULIC, *Histoire de la Yougoslavie de 1945 à nos jours*, Bruxelles, Editions Complexe, 1993.

¹¹ Voir Xavier BOUGAREL, « Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière », *Hérodote*, n° 67, 4e trimestre 1992.

¹² Le Kosovo, province autonome de la république de Serbie, est peuplé à plus de 80 % d'Albanais, mais représente aussi le « berceau historique » du peuple serbe (siège du royaume serbe médiéval à Prizren, patriarcat de l'Eglise orthodoxe serbe à Peć). Voir Michel ROUX, *Les Albanais en Yougoslavie*, Paris, Editions de la MSH 1992.

¹³ Voir X BOUGAREL, « Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière », op. cit.

¹⁴ Voir Nebojša POPOV, « Le populisme serbe », *Les Temps modernes*, n° 573-574, avril-mai 1994.

¹⁵ « Zakon o udruživanju gradjana », reproduite dans TANJUG, *Stranke u Jugoslaviji*, Belgrade, Tanjug, 1992.

¹⁶ Le 15 juin 1389, au lieu-dit Kosovo Polje (« le champ des merles »), une coalition d'armées chrétiennes (serbes, bosniaques et albanaises), conduite par le prince serbe Lazare, affronte l'armée ottomane. Le sultan Murad 1^{er} est tué dans la bataille, mais les armées chrétiennes sont battues et le prince Lazare exécuté. Par la suite, cette bataille, qui marque la fin de l'Empire médiéval serbe, est devenue un élément central dans la chanson épique et les mythes nationalistes serbes. La célébration de son six centième anniversaire en 1989 a représenté l'un des moments forts du réveil nationaliste serbe.

¹⁷ *Oslobodjenje*, principal quotidien bosniaque, 24 juillet 1989.

¹⁸ Sur ce courant, voir X. BOUGAREL, « Un courant panislamiste en Bosnie-Herzégovine », in Gilles KEPPEL (dir.), *Exils et royaumes. Les appartenances au monde arabo-musulman aujourd'hui*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.

¹⁹ S.D.A., « Programska deklaracija », *Muslimanski glas*, organe du SDA, vol. I, n° 1, novembre 1990.

²⁰ *Oslobodjenje*, 20 septembre 1990.

[p.52]

²¹ Voir X. BOUGAREL, « Bosnie-Herzégovine : anatomie d'une poudrière », op. cit.

²² Système de quotas permettant une représentation proportionnelle des différentes communautés nationales dans les instances dirigeantes.

²³ Lenard COHEN / Paul WARWICK, *Political Cohesion in a Fragile Mosaic. The Yugoslav Experience*, Boulder, Westview, 1983.

²⁴ *Oslobodjenje*, 13 juillet 1990.

²⁵ *Oslobodjenje*, 7 novembre 1990.

²⁶ *Oslobodjenje*, 9 juin 1991.

²⁷ *Borba*, quotidien serbe d'opposition, 14 mai 1991.